

Raoul
Hedebouw

LE PHÉNOMÈNE DE LA GAUCHE RADICALE

Avec 13,5 % des intentions de vote en Wallonie, la gauche radicale belge, incarnée par le Parti du Travail de Belgique (PTB), commence à peser dans le débat politique. L'occasion d'aller sonder les pensées révolutionnaires de son très médiatique porte-parole, Raoul Hedebouw. A Liège, dans son modeste appartement, le député nous installe dans sa cuisine pour nous servir un café aussi corsé que l'est son discours. Il se veut rassurant. Ayant mis au placard ses projets de « dictature du prolétariat », son parti autrefois stalinien ne rêve plus que de « démocratie participative ». Les yeux dans les yeux, Raoul le jure : derrière son personnage sympathique, dont l'expression est joliment colorée par l'accent liégeois, ne se dissimule pas une réincarnation du « Petit Père des peuples ».

PHOTO RONALD DERSIN

**LE PORTE-PAROLE
D'UN PTB EN PLEIN
BOUM REÇOIT
PARIS MATCH À SON
DOMICILE**

*Raoul Hedebouw
(38 ans et bientôt papa)
dans son modeste appartement
de Liège où il partage sa vie avec
Laura, militante elle aussi : « C'est
clair qu'on n'a pas les moyens
d'acheter une grande baraque.
Mais il s'agit d'un choix politique.
Si on ne vit pas comme on
pense, on finit par penser
comme on vit. »*

RAOUL HEDEBOUW

« La Belgique est un pays à basse intensité démocratique »

PAR MICHEL BOUFFIOUX

Paris Match. En fait, vous avez certains points communs avec Charles Michel...

Raoul Hedebouw. Ah bon ? Vous allez me l'apprendre ! Vous avez le même âge ou presque. Mais surtout, l'un comme l'autre, vous êtes des fruits que ne sont pas tombés bien loin de l'arbre. Un fils de ministre libéral est devenu Premier ministre libéral, un fils de militant PTB est devenu porte-parole du PTB. En quelque sorte, vous êtes le produit de votre milieu ?

J'ai toujours été fier de mes origines populaires. Je suis fier du parcours de mes parents, qui étaient des syndicalistes très actifs. Je suis reconnaissant de ce qu'ils m'ont transmis. Quand on vit bien une réalité humaine, familiale et sociale, il est clair que cela a une influence. A Herstal, la maison où j'ai grandi était un véritable pigeonnier. C'était tout le temps porte ouverte ! On y rencontrait beaucoup de monde ; des personnes qui venaient avec leurs anecdotes, leur vision de la réalité mais aussi leurs envies de rigolade. C'était un environnement culturel plutôt enthousiasmant.

« Le PTB a beaucoup changé. Aujourd'hui, c'est parfaitement limpide : aucun soutien à des régimes tel que celui de la Corée du Nord »

En résumé, vous êtes tombé dans la « révolution » quand vous étiez petit ?

Oui, tout petit. Je suis né en 1977 d'une maman originaire de Hasselt, très imprégnée de la culture ouvrière sociale-chrétienne, et d'un père sidérurgiste que je qualifierais de soixante-huitard. Résultat : dans les années 1980, j'accompagnais déjà mes parents dans les cortèges de manifestants qui protestaient contre l'implantation de missiles américains en Belgique. Pour moi, à cette époque, c'était surtout une occasion de retrouver des amis, d'autres enfants de militants syndicaux.

Le rebelle que vous incarnez n'a-t-il pas fait de crise d'adolescence ? Vous n'avez pas eu l'envie d'aller voir comment cela se passait à droite pour vous opposer à vos parents ?

Pas à droite, non ! Le caractère rebelle d'un adolescent ne se marque pas uniquement par rapport à ses parents. Ma rupture à moi – et elle fut très forte quand j'étais adolescent – s'est nourrie de ce que j'observais dans la société.

A propos de quelles thématiques ?

Mon éveil politique a eu lieu après la chute du Mur de Berlin. Dans un monde qui était devenu unipolaire sur le plan

idéologique et géostratégique, à une époque où des penseurs américains créaient le mythe de « la fin de l'histoire ». Dans ce monde, je voyais le racisme, l'austérité qui frappait les plus précarisés, la montée de la droite et de la droite extrême. Je n'ai pas eu besoin de mes parents pour m'indigner de tout cela. J'ai alors fait le choix de m'inscrire dans un parcours militant au sein de la gauche radicale. Aujourd'hui, nous sommes nombreux au PTB, mais convenez qu'à l'époque, ce choix était à contre-courant... **Venant de Flandres, Hubert, votre père, s'est installé en région liégeoise dans le cadre de son projet militant. Il a poussé son engagement au PTB jusqu'à renoncer à ses études universitaires pour travailler en usine, ce qui correspondait à une démarche bien connues de maoïstes d'alors ?**

Exact. A l'époque, beaucoup de militants gauchistes sont allés travailler en usine pour partager la vie des ouvriers.

Etes-vous l'héritier d'une dynastie ?

Pas du tout. Il n'y a pas de dynasties au PTB. Mon père a toujours été un militant de base. Il n'est jamais monté dans les structures dirigeantes du parti. D'autres cadres ont des parents qui ont milité, mais ce n'est tout même pas réhébitorique ! Le PTB n'est pas dirigé par les enfants de ses fondateurs. En matière de succession, ce sont plutôt les partis traditionnels qui ont des fonctionnements qui semblent parfois plus monarchiques que démocratiques : les Lugten, les Onkelinx, les Michel, les De Croo...

Ce que vous êtes aujourd'hui n'est donc pas la résultante d'une sorte de déterminisme familial ?

C'est le résultat d'une conviction. Il y a certainement une influence familiale, mais j'ai toujours fait mes choix librement. Ce fut le cas quand j'ai voulu étudier la botanique à l'université ou, ensuite, quand j'ai décidé de me lancer pour deux ans dans la coopération au développement à Kinshasa. Nous avons bénéficié d'une éducation cultivant notre autonomie.

« Nous » ?

J'ai une petite sœur, Line, qui a fait des études de langues germaniques. Elle devenue cheminote.

Engagée comme vous ?

Oui, elle est syndicaliste.

Engagée comme l'est également votre compagne ?

En effet, Laura est militante aussi. Elle s'est beaucoup investie dans le syndicalisme étudiant. Elle travaille à mi-temps dans une maison médicale.

Dans votre couple, qui est le plus radical ?

C'est elle ! Elle a une fougue toute méditerranéenne. Une moitié de sa famille est asturienne. L'autre moitié venant de Grèce, elle éprouve de l'indignation par rapport à ce qui se passe là-bas. C'est une résistante. (Son chat passe sa tête à la fenêtre et il commente : « Lui, c'est Tarzan, il est un peu moins militant, c'est le seul chat du quartier dont le merle vient manger la gamelle. »)

Dans cette cuisine où nous nous trouvons, qui est le plus souvent derrière les fourneaux ?

Moitié/moitié. Moi, je m'attelle plutôt à cuisiner des plats mijotés à la belge. Elle, c'est le tzatziki et les grillades. Nos deux cultures se mélangent très bien. Même à table !

Quels furent vos premiers pas en politique ?

J'ai commencé à me rapprocher du PTB pendant les grèves étudiantes au milieu des années 1990. Ces premières luttes – six semaines de grève, tout de même – ont eu une influence considérable. J'ai noué des amitiés avec des personnes qui partageaient ce désir de participer à la construction d'un monde nouveau.

Au moment de ce premier combat, qui était de l'autre côté du ring ?

Mon premier adversaire politique ? C'était le représentant de cette autorité qui coupait dans le budget de l'enseignement francophone, à savoir Laurette Onkelinx. J'en ai déduit qu'en tant que jeune qui militait contre ces mesures d'austérité, je ne pouvais m'inscrire au Parti socialiste. Les Ecolo participaient certes au débat, mais ils brillaient par leur absence en rue. La présence sur le terrain et la richesse humaine qui en est le corollaire, je les trouvées au PTB. Ce qui ne m'empêchait pas d'avoir le pressentiment que ce parti devait évoluer, qu'il avait un évident besoin d'ouverture.

Quand ce pressentiment s'est-il transformé en conviction ?

Assez vite. L'élément déclencheur a été la lutte des travailleurs de Clabecq, qui a débouché sur la « marche multicolore » du 2 février 1997. A cette occasion, on m'a demandé de traduire le discours de Robert D'Orazio en néerlandais. Ce fut une opportunité très importante pour moi. Cette manifestation avait rassemblé des gens de toutes les régions du pays, en ce compris les parents des enfants disparus. Je me suis dit qu'il y avait réellement un peuple de gauche en Belgique et qu'il avait besoin d'un mouvement politique pour l'incarner. Mais le PTB n'y réussissait pas à ce moment-là.

C'était un parti assez rigide ?

Le mot « rigide » est un euphémisme. Sous l'impulsion de l'actuel président, on a compris qu'on devait être plus concrets dans nos revendications et surtout moins donneurs de leçons. Le XXI^e siècle sonnait à la porte et il était temps de comprendre que tout ne pouvait être analysé avec un livre de recettes hérité du passé. Au début des années 2000, cela a débouché sur de gros débats internes, des affrontements, des départs. C'est à cette époque que je suis devenu porte-parole... Avant cela, cette fonction n'existait pas.

Auparavant, votre parti avait plutôt tendance à s'écouter ?

Exactement. C'était vraiment un problème.

Comme Staline, vous avez un petit accent local lié à vos origines...

Lui, c'était plutôt l'accent géorgien ! (Il rit)

Le petit gars d'Herstal pourrait-il avoir des velléités de « petit père des peuples » ?

Alors là, vraiment pas !

Cette question se pose parce que l'histoire de votre parti a été marquée par des aveuglements qui font froid dans le dos (soutien aux Khmers rouges, à la Corée du Nord...).

Je ne le conteste pas. Mais le PTB a beaucoup changé à partir de 2004. Aujourd'hui, c'est parfaitement limpide : aucun soutien à des régimes tel que celui de la Corée du Nord.

Des « conneries » ont été dites dans le passé par le PTB ?

Oui, tout à fait.

« Le cerveau humain fonctionne beaucoup mieux quand il se trouve en rue, parce qu'il y est mieux oxygéné ! »



Comment l'expliquez-vous ?

Il y a eu un très fort repli sur soi doctrinal du parti après la chute du Mur de Berlin. La question de continuer à exister malgré ce raz de marée néolibéral s'est posée... Je n'y étais pas, mais qu'il y ait eu ce moment de crise existentielle est assez logique. D'ailleurs, beaucoup de partis d'obédience marxiste ont disparu à cette époque. Le Parti communiste italien, par exemple, alors qu'il avait été très puissant. Par ce grand vent de tempête, le PTB s'est figé. Jusqu'à ce que germe l'idée qu'il fallait se renouveler, que le marxisme n'était pas un livre de recettes devant être appliqué de A à Z. Je suis convaincu que les gens ont compris que les changements importants que nous avons opérés n'ont rien à voir avec un simple ravalement de façade. Nous sommes respectueux et en empathie avec ce qui se passe dans la société civile. Nous avons appris à travailler dans une diversité de mouvements. Beaucoup de militants de terrain appartenant à des organisations très diverses ont pu s'en rendre compte au fil des ans.

Le PTB a-t-il définitivement renoncé à imposer, le moment venu, la « dictature du prolétariat » ?

Oui. Dans le même temps, le parlementarisme n'est pas le dernier mot de la démocratie.

Quel est alors le régime politique idéal ?

Une démocratie participative encourageant une dynamique extraparlamentaire puissante. Ce souhait correspond aux aspirations d'une large partie de la population. En témoigne l'émergence de très nombreux mouvements citoyens, les « Nuits debout » en France, « Tout autre chose » en Belgique, les initiatives de transition... Actuellement, le parlement est une grande machine à neutraliser toute forme d'initiative un peu populaire. Carine Russo me l'avait déjà expliqué après son expérience de députée : toute parole ouvrière y est broyée.

Dans votre « démocratie participative », il y a encore un parlement ?

Oui, bien sûr. Mais il y a une consultation plus fréquente de la population, un va-et-vient permanent avec la société civile, les organisations syndicales, les comités de quartier. Je trouve que la Belgique est actuellement un pays à basse intensité démocratique. Remplir un petit point rouge tous les quatre ans, ce n'est pas suffisant. Personne n'a voté pour bosser jusqu'à 67 ans ! Aucun parti n'avait cela dans son programme. Pourtant, des partis l'imposent. Même chose avec le saut d'index. Pour arriver à reconstruire notre démocratie, il faudra que les citoyens se mobilisent, qu'ils luttent. De tout manière, le cerveau humain fonctionne beaucoup mieux quand il se trouve en rue, parce qu'il y est mieux oxygéné !

Suite page 68

Ne constatez-vous pas qu'une bonne partie de la population se sent peu concernée par le débat politique?

On a fait comprendre aux gens que leur avis ne compte pas. Les partis traditionnels ont une très grande responsabilité dans ce phénomène: un responsable politique doit communiquer pour mobiliser les citoyens, mais j'ai le sentiment que beaucoup de responsables politiques communiquent de manière telle que les gens ne comprennent pas les problèmes. Les journalistes sont obligés de décoder leur langue de bois. Personnellement, je crois en la capacité de la population de comprendre les enjeux et de prendre son sort en main.

Vous avez évoqué vos études universitaires, c'est donc que l'ascenseur social a fonctionné en ce qui vous concerne?

Oui, c'est vrai. Mais en temps qu'enfant de la classe ouvrière, j'ai bien senti que la sélection sociale n'est pas qu'un concept. Mon origine m'a été indirectement rappelée dès mon arrivée à l'université au travers de réflexions amusées sur mon accent liégeois... On était pourtant à Liège! Et puis, quand je prenais le bus 5 pour aller à l'athénée, nous étions six ou sept enfants du quartier. Quand j'ai commencé à prendre le bus 48 pour aller à l'université, nous n'étions plus que deux. Tout en découvrant un nouvel univers formidable – ce monde de la science où les gens ne fonctionnent pas pour se faire du pognon, mais pour faire avancer le savoir –, j'ai toujours essayé de garder le contact avec le quartier.

« Comme député, je reçois 5 400 euros par mois, mais je n'en garde que 1 550 »

Quel a été votre domaine de prédilection durant vos études?

J'ai fait un mémoire sur l'accélération du cycle carbone lié au réchauffement climatique. Ce sujet m'inquiète et me passionne.

Alors, vous auriez dû militer chez Ecolo?

Ce travail m'a juste enseigné le contraire. Pour avoir de belles forêts, il faut diversifier les essences d'arbres. Mais on ne le fait pas parce que l'économie de marché décide totalement du type de sylviculture. On continue donc à faire de l'épicéa à tire-larigot dans toutes les forêts, alors que cela provoque l'appauvrissement de nos sols. Le problème des écolos, c'est qu'ils n'osent pas remettre en cause cette économie de marché. Très vite, je me suis rendu compte des limites de l'écologie politique et de la nécessité d'une vision écologique qui dépasse le capitalisme. **La dégradation de l'environnement n'est pas la résultante des seules économies capitalistes!**

Je suis d'accord: le productivisme, dans certains régimes dit socialistes, a été une grande erreur. Cela dit, le débat qui se pose ici et maintenant est de mettre fin à l'excessive bienveillance du politique pour les multinationales de l'énergie. On a les moyens technologiques pour réussir la transition énergétique, mais c'est le marché qui ne le permet pas. On n'y arrivera pas avec quelques subsides! Dans le domaine de l'énergie, les grands groupes privés planifient la non-transition. Voyez l'exploitation des gaz de schiste et des pétroles bitumineux. Il faut se rendre à l'évidence: si le collectif n'intervient pas dans le marché, sous forme de coopératives ou sous forme d'Etat, la transition énergétique échouera. Il y a pourtant urgence: on arrive un point

de non-retour en termes de dégradation de l'environnement. **Vous êtes porteur d'un discours radical, vous prônez une rupture avec le système économique et social... Pourtant, il se trouve des tas de personnes dans les partis traditionnels pour vous trouver « sympa ». N'est-ce pas paradoxal?**

Il y a moyen d'être radical et sympa. Ce n'est pas parce qu'on est radical qu'on réfléchit en noir et blanc. On peut mettre de la couleur dans cette communication.

La politique occupe-t-elle toute votre vie?

Non. La pratique de la randonnée m'apporte beaucoup de sérénité. J'adore me balader en forêt. Je suis passionné d'ornithologie. J'observe les oiseaux avec mes jumelles, les retours de migration, les passereaux qui reviennent. Je me promène dans les Fagnes mais aussi en Basse-Meuse. Entre Liège et Maastricht, on trouve énormément d'étangs qui sont autant de paradis pour les oiseaux. Pendant l'été, Laura et moi, on s'offrira quelques balades en Gaume. Il faut libérer le temps. Et laisser le GSM à la maison, car les ondes entrent même dans les forêts!

Combien gagnez-vous?

Comme député, je reçois 5 400 euros par mois mais je n'en garde que 1 550. Soit ce que je gagnais déjà avant d'être élu. Le solde est reversé au parti. Je bénéficie aussi d'un défraiement pour mes déplacements.

Un salaire de 1500 euros, est-ce assez pour un homme de 38 ans qui va bientôt être père de famille?

Laura travaille à mi-temps et nous cumulons nos revenus. C'est clair qu'on n'a pas les moyens d'acheter une grande baraque. Mais il s'agit d'un choix politique. Si on ne vit pas comme on pense, on finit par penser comme on vit.

C'est une belle vie?

Oui, j'estime que j'ai une belle vie. Je ne me prive pas. Chaque année, je pars en vacances. L'année dernière, nous avons mis nos sacs à dos et nous sommes partis trois semaines au Viêt-nam. Bien sûr, quand ma petite voiture arrive au Parlement, on sait à qui elle appartient. Mes collègues députés qui tournent avec du 5 400 euros par mois ont généralement de grosses berlines. Mais il ne me viendrait pas à l'esprit de me plaindre de ma situation alors qu'en Belgique, beaucoup de personnes vivent avec de trop petits revenus. Dans mon quartier de Saint-Léonard, à Liège, combien sont-ils qui bossent et qui tirent le diable par la queue avec plus ou moins 1 200 euros? Les «working pauvres», c'est une réalité. Quand le gouvernement dit qu'il crée des emplois, il s'agit trop souvent d'«hamburgers jobs». Mon parti se bat pour des meilleurs salaires pour tout le monde!

Même pour les élus et les ministres?

Non! 5 400 euros pour un député, 10 000 pour un ministre, c'est trop. C'est comme cela qu'on forme une élite! Que des ingénieurs ou des personnes qui ont des postes à responsabilité gagnent bien leur vie, cela ne me pose pas de problème. Chaque formation politique gère cela comme elle l'entend, mais, pour nous, l'homme politique doit vivre de la même manière que la majorité des gens qu'il représente. Et ce n'est pas qu'une question de rémunérations. Les députés ont voté une pension à 67 ans alors qu'eux-mêmes peuvent partir à 52 ans. Quelle hypocrisie! Les parlementaires qui se sont attaqués aux prépensions n'ont aucune idée de ce que c'est de travailler à la chaîne ou à pause. De même, j'aurais bien voulu les voir voter un saut d'index s'ils gagnaient 1 600 ou 1 700 euros par mois! Ils auraient peut-être compris que, dans cette situation, 50 euros en moins, on les sent!

Certains de vos adversaires vous taxent de « populisme »...

Ah oui, bien sûr... C'est toujours la même chose. J'en ai



« Les députés ont voté une pension à 67 ans alors qu'eux-mêmes peuvent partir à 52 ans. Quelle hypocrisie! »

plein le c..., et je pèse de mes mots, de cette manière dont on étouffe les voix rebelles en Belgique! Dès que l'on sort un petit peu du cadre, on brandit le mot «populisme» pour tuer tout débat. J'en ai vraiment assez de ces vieilles ficelles utilisées pour contrer des arguments qui relèvent du bon sens. Ce n'est pas à cause du PTB que les gens sont dégoûtés: les formations politiques traditionnelles s'en chargent largement, elles nourrissent le sentiment antipolitique. Tous les jours! Nous, on veut rendre de l'espoir aux gens. On n'a pas envie de rester dans les rangs. **Au niveau des salaires, les écologistes font comme vous...**

Tout à fait. Je parle des formations politiques traditionnelles. Ce n'est pas un hasard si l'on s'entend mieux avec nos collègues écologistes au Parlement. Sur cet aspect-là, en tous cas. **Le climat social est très mauvais... Avec vous, cela se passerait mieux?**

C'est clair! On donnerait raison aux revendications des travailleurs. Il y a une ambiance négative en ce moment parce que les gens sentent que ce gouvernement n'écoute rien. Il avance comme un rouleau-compresseur.

Mais Charles Michel ne cesse de clamer qu'il est à l'écoute!

Il entend, mais il n'écoute pas. Il dit «oui» et puis, dans les faits, il applique ce qu'il veut faire. Ce gouvernement cède à la tentation thatcherienne de court-circuiter toute forme d'expression de la société civile. C'est là le véritable agenda de la N-VA, et le MR suit. On dit aux citoyens: «Vous avez voté. Eh bien maintenant, vous fermez vos gueules.» Voilà la conception de la démocratie de Charles Michel. Je suis en total désaccord avec lui.

Si vous deviez décrire sa vision politique?

Charles Michel croit à la théorie du «trickle down»: en donnant plus de cadeaux aux grosses sociétés et aux plus riches, cela stimulera l'économie, ce qui provoquera un ruissellement des richesses vers le bas. Venus tout droit de l'époque Thatcher et Reagan, ces concepts sont faux. Des études, celle de Thomas Piketty notamment, démontrent très bien que cette théorie libérale conduit à ce que les riches deviennent de plus en plus riches alors même que les travailleurs et les pauvres voient leur précarité augmenter. Observez, à cet égard, la polarisation sociale dans des pays comme l'Angleterre et les Etats-Unis, et vous verrez où cela nous mènera.

La Banque nationale annonce tout de même la création de 140 000 emplois pour 2018...

Il faudrait un jour faire le relevé de tous les pronostics de la BNB! On constaterait qu'elle s'est souvent plantée. On ne tient pas compte des pertes d'emplois dans le secteur public. On sous-estime le fait qu'une journée de travail intérimaire suffit pour être comptabilisée comme un «emploi» du point de vue statistique. C'est essentiel de savoir cela, alors que le gouvernement déconstruit l'emploi stable au profit de l'emploi inté-

rimaire et flexible. Si vous me donnez 1 000 emplois temps plein, je vous en fais tout de suite 2 000 mi-temps, ce n'est pas compliqué! Flexibiliser le travail en interne et miser tout sur l'exportation, telle est la politique mise en œuvre ici et ailleurs en Europe.

Voyez le cas de l'Allemagne d'Angela Merkel, qui inspire tant l'équipe Michel. Notre voisin de l'est compte déjà deux millions de «working pauvres»! Ce modèle basé sur l'exportation conduit à une spirale: il faut bien trouver des pays importateurs, mais c'est plus difficile avec la crise économique. Alors vient le discours sur la compétitivité et tous ses corollaires: pressions sur les salaires, flexibilité, cadeaux aux grosses sociétés et multinationales, concurrence sociale entre les pays... **Alors qu'un sondage crédite le PTB de 13% d'intentions de vote en Wallonie, Paul Magnette déclarait dans La Libre: «Ils ont une peur panique d'exercer le pouvoir. (...) Ils savent que si demain ils doivent entrer dans une majorité, ils ne pourront pas faire ce qu'ils annoncent.»**

Paul Magnette ne comprend pas comment raisonne le PTB. Nous, on veut établir un nouveau rapport de forces qui permettra à cette société de changer radicalement. Lui, il fait partie d'un système qui accompagne le libéralisme européen. Son but n'est pas de créer une rupture par rapport au modèle actuel, mais de conquérir des maroquins ministériels. Effectivement, cela dérange un peu dans le paysage politique belge qu'un parti ne manifeste pas le désir absolu de participer au pouvoir. C'est quoi cet ovni? C'est très simple. On a des principes: on veut sortir du cadre du libéralisme européen et si on a pas un mandat pour pouvoir effectivement réaliser cet objectif, on ne rentre pas dans un gouvernement.

Dans le fond, l'opposition vous convient très bien?

Notre ambition ne se limite pas à vouloir y rester mais, effectivement, on pèse déjà sur le débat alors que le PTB n'a que deux députés depuis moins de deux ans. Cela fait bouger les lignes. Il y a cinq ans, personne ne parlait de l'imposition de taxes sur les millionnaires, on était tout seuls. Je me vois encore avec mes camarades devant la gare du Midi en train de distribuer des tracts. Aujourd'hui, tous les partis doivent en parler.

Avez-vous la réelle conviction que vous arriverez au pouvoir?

En tant qu'individu, je n'en sais rien. Mais que le PTB y arrive un jour, j'en suis persuadé. C'est le sens de l'histoire. Le monde du travail va reprendre confiance en lui. Ce qui se passe dans des pays du sud de l'Europe démontre qu'il y a une grande place à prendre pour la gauche radicale. Les sondages actuels ne sont que les prémices de cela. Mais il y a encore beaucoup de choses à faire dans la société civile pour installer le rapport de force qui permettra un changement radical.

Vous voyez cela dans combien de temps?

On assiste à une accélération, cela peut aller très vite. En fonction de ce qui se passe ou se passera dans d'autres pays. En fonction aussi de l'évolution des autres partis en Belgique. Si le PS et Ecolo rompent avec leur logique d'accompagnement du libéralisme, cela peut aller très vite.

Tiens, y a-t-il une personnalité de droite que vous appréciez?

Ce n'est pas évident... Je peux avoir d'excellents débats avec Didier Reynders. On a vécu dans le même quartier à Liège. On n'est d'accord sur rien mais on parvient à discuter. Ce genre de clash idéologique, cela rend service à la démocratie. ■

La suite de cet entretien est à découvrir sur le site www.michelbouffloux.be